

CIBLE

Sénat

Triste à tous égards, l'image que les sénateurs ont donnée d'eux-mêmes et de la Haute Assemblée lors de l'élection de son président.

Pitoyable, cet Alain Poher doucereusement poignardé par les siens, qui s'accroche avec une obstination douteuse et qui est finalement réélu grâce à ses adversaires de toujours, par la volonté d'un Charles Pasqua qui n'attend rien d'autre que de prendre sa place.

Lamentable, cette UDF majoritaire et qui ne parvient pourtant pas à imposer un homme neuf, à cause de ses erreurs tactiques et de ses divisions. Comment, ensuite, prendre au sérieux le discours sur la rénovation que tiennent certains de ses membres ?

Cette confusion grotesque a pour seul avantage de faire ressortir l'urgence d'une refonte radicale du mode de scrutin, afin que le Sénat retrouve sa représentativité et son prestige. MM. Rocard et Joxe ont à juste titre évoqué cette nécessité. Espérons qu'ils en auront la force et le courage.

CONFLITS

L'explosion du social



Angleterre

**La croisade
de Charles**

(page 2)

Allemagne

**Le fantôme
de Bismarck**

(p. 6-7)

M 2242 - 522 - 13,00 F



3792242013005 05220

La nouvelle croisade du prince Charles

«**L**es théories architecturales à la mode des années cinquante et soixante, servilement mises en œuvre par ceux qui voulaient être *dans le vent*, ont engendré des monstres difformes venus hanter nos villes, nos villages et nos campagnes. Trente ans d'expérimentation de matériaux révolutionnaires au service d'idées nouvelles, l'autodafé des normes ayant jusqu'alors prévalu et l'insistance à répéter que l'homme est une machine ont abouti à créer des monstres à la Frankenstein dépourvus de caractère, d'une autre espèce que nous, et en grande partie détestés de tous, à l'exception des professeurs qui ont imaginé ces horreurs dans leurs laboratoires. Eux-mêmes trouvent leurs créations difficiles à supporter aux bout d'un moment». Le prince Charles ne mâche pas ses mots !

Après une première offensive l'année dernière sur le petit écran, le prince de Galles récidive en publiant un pamphlet de 160 pages soutenues par des croquis et des aquarelles de sa main. Un véritable réquisitoire contre les architectes et urbanistes anglais qu'il accuse de défigurer son royaume «en oubliant les principes de base

En lançant son dernier livre «Une vision de la Grande Bretagne», l'héritier du trône d'Angleterre poursuit sa croisade contre les architectes du pays. Il suscite controverse auprès des professionnels et approbation auprès de ses futurs sujets.



qui ont gouverné l'art de bâtir depuis les Grecs». A l'usage de ce «puissant establishment», Charles propose une sorte de décalogue visant à rendre à son pays un visage plus humain dans le respect de son patrimoine architectural. N'est-il pas vrai qu'outre-Manche, le modernisme architectural érigé en dogme tout-puissant, a engendré

des monstres froids écrasant de tous les vestiges du passé, et déshumanisant peu à peu le cadre de vie des Britanniques ?

Lutte contre un groupe puissant qualifié «d'arrogant», souci du respect de l'utilisateur dans son environnement, et croisade pour la préservation du patrimoine - faute de quoi on risque «de perdre son âme et

ses racines» - sont autant de combats dignes d'un futur roi soucieux de défendre une société plus humaine, et respectueuse de son passé. Les urbanistes, qui avaient trouvé à Londres le chantier rêvé pour leurs délires mégalomanes, lèvent le bouclier contre le prince «réactionnaire» qui «ne comprend rien à l'art».

Mais leurs réponses exagérées ne font que renforcer les arguments du prince: l'éditeur s'attend à vendre 500.000 exemplaires d'«Une vision de la Grande-Bretagne» (dont les droits seront reversés aux œuvres charitables du «Prince Charles' Trust»); un sondage donne 90% de Britanniques favorables aux thèses du futur roi en matière d'architecture, etc.

Au-delà de la matière discutée, nous remarquerons pour notre part, qu'en s'exprimant librement sur des sujets d'intérêt général, le prince Charles engage une mutation bénéfique de la Monarchie anglaise qui sera, demain peut-être, plus présente sur le terrain de la défense tous azimuts du bien commun et du respect des citoyens.

Frédéric DELPECH

royaliste

SOMMAIRE: p. 2: La nouvelle croisade du Prince Charles - p.3: Un projet frileux - Effritement d'un mythe - p.4: Des socialistes de sérail - La victoire des orcoodiles - p.5: Course vitesse Varsovie-Budapest - p. 6-7: Bismark est-il français? - p.8: Pas si nuls que ça... - Histoire de la Résistance - p.9: Michel Foucault et ses énigmes - p.10: Des Caraïbes aux Mascareignes - p.11: Action royaliste - p. 12: Editorial: Une ardente obligation

REDACTION-ADMINISTRATION
17 rue des Petits-Champs, 75001 Paris
(1) 42.97.42.57
Dir. dela publication: Yvan AUMONT
Comm. Parit. 51700 - ISSN 0151-5772
Diffusion NMPP Imprimé en France

bulletin d'abonnement

Je souscris un abonnement de trois mois (75 F), six mois (140 F), un an (220 F), soutien (350 F) *

(*) Encadrez la formule de votre choix

NOM: Prénom:

Adresse:

Profession: Date de naissance

ROYALISTE, 17, rue des Petits-Champs, 75001 Paris - CCP 18 104 06 N Paris

Budget

Un projet frileux

Le projet de loi de finance pour 1990 qui vient d'être déposé devant le Parlement fait preuve d'un conformisme regrettable.

S'il est certain que l'ensemble des députés UDF et RPR retrouvera sa cohésion l'espace d'un instant, pour voter contre (par habitude), on peut s'interroger sur l'attitude qu'adopteront communistes et centristes - réserve habituelle de voix pour donner aux projets de loi du gouvernement une majorité absolue. Par ailleurs, la fronde qui couve dans les rangs du PS dont certains députés sont bien décidés à déposer des amendements destinés à donner à ce budget une tournure plus sociale, sinon socialisante, risque d'obliger le premier ministre à utiliser l'article 49.3 afin de calmer l'ardeur de certains censeurs. Mais, au-delà d'épisodes qui exprimeront la capacité d'intervenir de tel ou tel groupe de pression, peut-on espérer un vrai débat ?

Pour notre part, nous avons constaté (« Royaliste » n°514) que le projet de budget pour 1990 reste fidèle à la Lettre à tous les Français de François Mitterrand. Au niveau des dépenses, qui augmentent de 5,3% par rapport au budget de 1989, priorité est accordée à l'Education Nationale, à la recherche, à la solidarité, à la modernisation de l'Etat et à l'accroissement de l'efficacité de ses interventions. Pour ce qui concerne les recettes (en progression de 6,8%) deux soucis (pas toujours compatibles) ont guidé le gouvernement en matière d'impôts: souci d'une répartition plus juste, préparation de la future harmonisation européenne.

Nous n'avons rien à redire concernant ces orientations. Regrettons cependant la part importante (138 milliards de



■ Priorité à l'enseignement.

francs soit 20 de plus que l'an dernier) prévue pour payer les intérêts des emprunts accumulés avec les déficits antérieurs. Cette méthode d'inspiration libérale est préférée à un financement du déficit par le biais de création de monnaie. Elle indique une fois de plus que le gouvernement français ne sait pas utiliser le déficit budgétaire comme un instrument actif de sa politique économique.

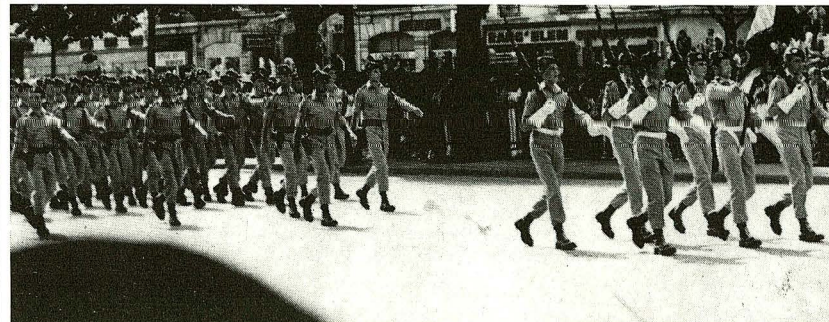
La raison conjoncturelle de cette prudence est que nos hauts fonctionnaires n'osent pas prendre suffisamment en compte les estimations optimistes concernant un retour de la croissance. Mais plus fondamentalement ce projet de budget frileux est à l'image de l'ensemble de la politique économique et sociale de Michel Rocard, sinon à l'image de la médiocrité des théories économiques dominantes dans les classes dirigeantes de notre pays.

Patrice LE ROUE

Conscrit

Effritement d'un mythe

La conscription, qui fait partie des mythes constitutifs de l'Etat républicain, est de plus en plus ouvertement remise en cause.



Rappelons que la N.A.R. fut, lors d'un de ses congrès, l'un des premiers mouvements politiques à opérer cette remise en cause. Non par antirépublicanisme « primaire », ce qui eut été puéril, mais par absence de préjugé sur le sujet. Il est d'ailleurs paradoxal de constater que la conscription constitue une des principales sources d'inégalité dans la République, puisque les citoyennes n'y sont pas soumises et que, dans l'autre moitié de la population, on voit opérer combines, piston... ou chance.

Depuis de nombreuses années l'évolution des mentalités et des techniques - notamment avec le nucléaire - remet en cause les idées reçues, tant parmi les civils que parmi les militaires. Il y a beau temps que le général Gallois, par exemple, a dit ce qu'il fallait penser du sujet. C'est aujourd'hui du général Jeannou Lacaze, qui n'est pas le dernier venu puisque cet ancien officier de la Légion étrangère fut le Chef d'état-major de V. Giscard d'Estaing, puis celui de F. Mitterrand.

Ses déclarations sont explicites: « la conscription me paraît un système peu compatible avec les rigueurs économiques de notre temps, tandis que l'armée de métier... ne saurait être préjudiciable à l'esprit de dé-

fense et, encore moins, à la démocratie... les nations en armes, dans les pays industrialisés, ont vécu. Il est possible de le regretter, comme on le fait de la marine à voile. Il n'est pas raisonnable d'ignorer les réalités de notre temps » (1). Le général fait par ailleurs observer qu'aucun industriel ne supporterait de voir renouveler en totalité ses ouvriers spécialisés tous les 10 mois. A propos du chômage: « une armée est faite pour défendre le pays, pas pour améliorer les statistiques sociales ». On pourrait ajouter que cet expédient fort coûteux est inefficace puisqu'il ne fait que différer la constatation de la réalité.

A propos de la loi de programmation militaire, nous écrivions dans « Royaliste »: « Pour que cette dissuasion soit crédible, encore faut-il que nous nous dotions du minimum... C'est pourquoi nous ne pouvons plus longtemps nous en doter, tout en entretenant une armée de conscription aux effectifs pléthoriques. Elle a pour seul avantage de perpétuer une mythologie désuète » (2).

Nous persistons à le penser.

Alain SOLARI

(1) « Le Monde » du 26/09/89

(2) « Royaliste » n°516, 29 mai/11 juin 89

Titan

Des socialistes de sérail

Miné par les luttes de courants et les rivalités personnelles, le parti socialiste est-il encore capable de se transformer ?



Les rénovateurs ne se situent pas seulement à droite. Au sein du P.S., nombre de dirigeants sont convaincus qu'il faut faire peau neuve sous peine d'entrer tôt ou tard dans une phase de déclin.

A lire la contribution qu'il a déposée en vue du congrès de Rennes, Laurent Fabius s'inscrit manifestement parmi ces partisans de la réforme, et chacun sait qu'il se verrait bien grand timonier. D'où le souhait d'un élargissement de la base sociale, d'une plus grande participation des femmes, d'une organisation des sympathisants et d'une réelle ouverture. Ces idées sont évidemment sympathiques, mais leur mise en œuvre suppose un travail de Titan - puisque Hercule est déjà mobilisé. Un observateur épisodique du parti socialiste peut en effet relever ce qui suit :

1) Le recrutement de nouveaux adhérents est une tâche que l'organisation en courants rend impraticable puisque de nouvelles arrivées risquent de bouleverser les équilibres internes.

2) Pour attirer des sympathisants autour du P.S., il faut

draît que ce parti donne une image sympathique de lui-même. Or qui assiste à un modeste colloque devient ipso facto le spectateur de règlements de comptes obscurs et de manœuvres d'appareil qui peuvent occuper la totalité d'une journée initialement prévue pour le débat d'idées. Il va sans dire que le sympathisant qui assiste à ce spectacle cesse de l'être à la fin des travaux.

3) Quant à la fameuse ouverture, il est clair que le P.S., toutes tendances confondues, en veut le moins possible. De la cordialité distraite à l'indifférence courtoise et au mépris... ouvert, il y a le choix entre une série d'attitudes qui permettent de signifier au non-socialiste qu'il est de trop - même s'il redevient, la veille d'un scrutin, ami et presque frère.

C'est ainsi que le P.S. réussit à perdre à la fois des militants, des sympathisants et des alliés, sans compter les intellectuels qui le quittent sur la pointe des pieds. Encore quelques années, et la perspective du déclin deviendra réalité.

Annette DELRANCK

Opposition

La victoire des crocodiles

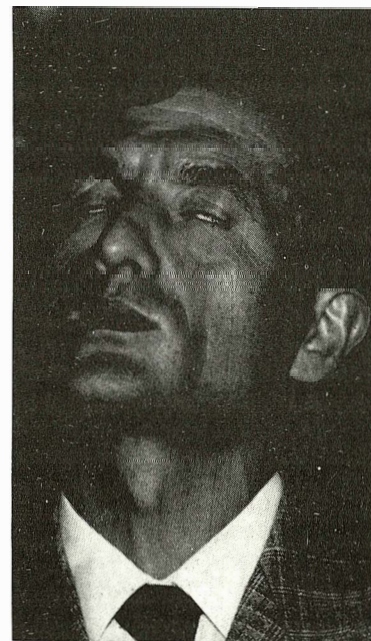
Quand frère Léo tombe à l'eau, qui reste dans le bateau ? Et quand Pasqua a parlé, peut-on encore rénover ?

Non seulement François Létard n'a pas d'idées, mais il n'a pas de stratégie. Non seulement il n'a pas de stratégie, mais il a perdu son « image » pourtant soigneusement travaillée au fil des ans.

Depuis longtemps visibles, les carences du président du Parti républicain ont été cruellement révélées par son échec devant le groupe parlementaire de l'UDF. « Léo » a stupidement gâché une carrière qui s'annonçait belle par trop de hâte brouillonne. Ce jeune homme pressé ne brilla jamais par sa fidélité politique : poulain de Giscard et déplorable ministre du gouvernement Chirac, on se souvient qu'il soutint Raymond Barre comme la corde le pendu, se rallia à Giscard pour les dernières européennes au lieu de saisir la chance qu'offraient les rénovateurs, puis noua avec le CDS une alliance contre l'ancien président de la République.

Aux journées parlementaires de l'UDF, frère Léo a payé d'un coup ses petites félonies : le candidat barriste Mestre s'est vengé en soutenant la candidature de Millon, lequel était soutenu par Giscard qui apparaissait aujourd'hui comme le grand vainqueur de la bataille au sein de la famille libérale. Le rénovateur Charles Millon préside en effet un groupe qui est loin de partager ses aspirations et le fait d'avoir été l'instrument d'une double vengeance lui compliquera la tâche. Quant à Pierre Méhaignerie, il n'est manifestement pas capable de rivaliser avec l'ancien Président.

Au RPR aussi, la jeune garde piétine. Certes, Alain Carrignon a lancé un courant, et Michel Noir a une attitude juste et



■ Le calvaire de frère Léo...

courageuse quant à la construction de la future mosquée de Lyon. Mais il suffit que Pasqua s'exprime pour que tout soit gâché. Ainsi lors de la clôture des journées parlementaires du RPR, lorsque l'ancien ministre de l'Intérieur, oubliant les attentats de novembre 1986, a développé à l'encontre du gouvernement des arguments tirés de la pire démagogie sécuritaire.

Après six mois d'agitation réformatrice, le résultat est singulièrement décevant : ébranlé par sa défaite puis par la contestation interne, Jacques Chirac conserve la maîtrise de son appareil. Et Giscard est redevenu le chef de l'opposition libérale. Les deux mêmes crocodiles dans le même marigot. Ennui de devoir à nouveau regarder ce film trop connu.

Sylvie FERNOY

Course de vitesse entre Varsovie et Budapest

Entre Pologne et Hongrie: Budapest aide les Allemands à passer à l'Ouest alors que subsistent divers contentieux germano-polonais y compris le retour des Allemands de Pologne. Si la R.D.A. a une justification, ce n'est pas seulement à cause du modèle socialiste, c'est aussi parce qu'elle joue un rôle d'Etat-tampon entre l'Allemagne occidentale et la Pologne, comme la Lituanie ethnographique (y compris l'Ukraine occidentale et Biélorussie) joue par rapport à la Pologne un rôle analogue à celui de l'Irlande par rapport à la Grande-Bretagne ainsi qu'on l'écrivait déjà en 1920 (1).

Le diagnostic des investisseurs allemands sur l'endettement respectif des deux pays ou sur leur capacité à réformer le système économique n'est pas tout. La Pologne est la première à s'être donnée un gouvernement non-communiste alors que le parti ouvrier hongrois, s'il peut perdre la majorité en cas d'élections pluralistes, est assuré de ne pas subir la dérouté du POUP polonais. Mais, précisément, la cohésion hongroise rassure, la faiblesse de l'Etat à Varsovie inquiète. Le partage actuel du pouvoir y rappelle le libérium veto de l'ancienne Diète. Chaque composante du corps politique se réserve un droit de veto sur l'ensemble.

La politique extérieure de la Pologne est condamnée à osciller entre l'Allemagne et la Russie. Elle est une entité à elle seule. Les autres pays du centre et de l'Est se sont toujours gardés d'intervenir dans ses luttes. La petite entente, chère à Berthelot et Paul Claudel, avait en 1920 un double sens: Prague, Belgrade et Bucarest s'empres- saient d'affirmer leur neutralité au moment où les troupes russes menaçaient Varsovie et où la Pologne risquait de disparaître

Prudence, voire méfiance envers la Pologne, engouement pour la Hongrie. Avec la fin du bloc de l'Est, nous voyons réapparaître d'anciennes lignes de fracture et d'aussi anciennes affinités. Non pas selon l'aptitude des équipes en place face aux réformes, ce qui est conjoncturel, mais selon l'histoire et la géo-stratégie.



■ A Budapest : scène de rue.

de la carte à peine reconstituée. L'autre motivation était de se garantir contre toute restauration de l'Autriche-Hongrie sur les ruines de laquelle ces trois pays s'étaient constitués.

On a par trop aujourd'hui le sentiment, surtout côté allemand, que les Polonais n'ont qu'à s'aider eux-mêmes: le propos a été tenu par Kohl lui-même. On fera le minimum pour sauver la face, mais ces Polonais sont indécrottables, impossibles à vivre, fatiguants avec leurs histoires de curés, et qui plus est, antisémites. Les Hongrois, au contraire, sont du même monde: de Budapest à Vienne, à Munich et à Cologne (donc à Bonn), c'est la même bonne société, la bonne vieille Mitteleuropa !

L'hostilité du centre catholique allemand à la Pologne était dans les années 30 à l'égal de la haine entre Polonais et Lituaniens. Ces excellents ca-

tholiques se déchiraient comme des chiffonniers.

La Hongrie travaille pour le compte de l'Allemagne catholique. Qui connaît l'Histoire ne saurait s'en étonner. Tout comme hier, une course de vitesse est engagée. Tout dépendra de la rapidité avec laquelle s'effectuera de part et d'autre, à Varsovie et à Budapest, le mouvement de restauration politique, car c'est de cela il

s'agit plus que de réforme ou à l'ombre de celle-ci.

Tout dépendra aussi de la diligence avec laquelle les pays susceptibles d'exercer une influence et de prendre l'initiative à l'Ouest sauront agir. La France se trouve à nouveau dans la situation d'être quasiment la seule à privilégier la Pologne. Une fois encore, nous la tenons à bout de bras, sur l'autel communautaire et ailleurs. Nous étions les seuls à voler à son secours en 1920 lorsqu'elle allait succomber face à l'Armée rouge, et ceci aurait dû se reproduire jusqu'en 1939. Economiquement, depuis les années 70, l'intervention est également récurrente. Jusqu'à ce que la Pologne redevienne un Etat digne de ce nom. Nulle surprise que ressurgisse à Varsovie aujourd'hui le souvenir de Pilsudski !

Chacun à l'ouest, au centre et à l'est de l'Europe est en train de se repositionner. Les précédents de l'entre-deux-guerres redeviennent d'actualité. Beaucoup de combinaisons différentes sont possibles. Plus que jamais, il faudra avoir de la suite dans les idées pour mener une politique orientale qui en soit une.

Yves LA MARCK

(1) NDLR: Cf l'article d'Y. La Marck dans le précédent n° de « Royaliste ».

la nouvelle action royaliste

sur minitel

Pour en savoir plus...

36.15 tapez AGIR*NAR

Bismarck est-il fr

La fermeté du Chancelier Kohl quant au démantèlement des euromissiles s'est imposée au partenaire américain dans ses négociations avec l'URSS: pour la première fois, la RFA posait un préalable diplomatique capable d'infléchir la stratégie de l'Occident dans le sens d'un désarmement accéléré. Et sur ces entrefaits, elle faisait un accueil enthousiaste à Michael Gorbatschov en visite...

Fallait-il y déchiffrer confirmation de l'ambition allemande d'étendre, au centre du continent, l'hégémonie d'un empire neutraliste - sorte de IVE Reich écolo-économique - à l'ombre d'un pacte germano-soviétique renouvelé ? Certains, n'osant l'avouer, en tremblèrent, et ne tardèrent pas, eux-mêmes ou d'autres, à redoubler d'anxiété devant le score réalisé le 18 juin aux Européennes par les «républicains» de Franz Schonhuber après leur première percée municipale à Berlin. Cette bouffée de national-chauvinisme leur paraissait évidemment outre-Rhin, même à 7%, beaucoup plus gravement évocatrice que les 11% du Front national si gentiment français... Il n'est pas jusqu'au rôle des Grunen, leur pot-pourri de sous-cultures, leurs illusions pacifistes et leurs utopies rudimentaires, qui n'aient évoqué chez certains d'entre nous quelques associations avec les fantasmes sectaires de tels ou tels anabaptistes ou illuminés réformateurs dont notre rationalité romaine à bon droit s'effarouche. Heidegger n'a-t-il pas lui-même tant d'années, comme une taupe noire, miné le sol sous nos pas ? A toute une part de l'héritage philosophique et politique, celui que nous avons en commun avec l'Allemagne, s'applique avant tout le soupçon.

Qui ne voit cependant la

manière excessive dont ces hantises brouillent nos lectures de l'Histoire ? En n'attendant de cette dernière, concernant ces cousins germains, qu'une alternance d'idylles fraternelles communautaires et de répétitions incoercibles des leit-motifs du répertoire nazi, nous nous privons des moyens modestes mais efficaces de distinguer entre la récurrence encore traumatisante du souvenir et la dynamique d'où peut surgir à chaque instant la nouveauté du sens.

Or, c'était justement, entre ces événements récents, l'heure de dresser l'oreille. Le 17 juin au Bundestag, Ehrhard Eppler prononçait un discours qui fut à plusieurs reprises applaudi de toutes parts; son texte mériterait la traduction. Membre du SPD spécialement chargé du dialogue idéologique avec le SED régnant en République Démocratique, il saisit l'occasion de la solennelle commémoration de l'insurrection berlinoise en 1953 pour rompre avec la coutume et soumettre à une critique en règle le thème de circonstance rituel: la réunification. Et de montrer comment la conscience allemande pouvait reconnaître son bien dans les deux politiques qui se sont le plus opposées en apparence: celle de Konrad Adenauer, refusant les avances de Staline et ancrant résolument la RFA au système de défense occidentale, et celle des «petits pas» à l'Est de Willy Brandt.

Cette contradiction fructueuse que, pour la première fois semble-t-il, l'assemblée acceptait d'assumer ensemble comme sienne, constitue encore aujourd'hui à l'évidence le champ-de-force de la politique allemande. Entonner une fois de plus le cantique de la réunification n'a donc plus l'excuse de la piété, et serait même néfaste au moment où la puissance

ouest-allemande, ayant repris pied dans l'arène internationale, pourrait à nouveau inquiéter alliés et voisins. Mais à ce souci d'opportunité, trait constant de la réflexion politique dans un pays qui ne cesse d'interroger son image parmi les nations, Eppler ajoute un argument d'un tout autre poids.

L'Allemagne, avec l'Europe nouvelle, serait entrée dans l'ère «post-nationaliste» où «l'identité nationale n'a plus besoin d'un appareil d'Etat pour s'incarner», pour la bonne raison qu'«elle prend racine dans des liens bien plus anciens», et que même, «il se pourrait que les nationalistes d'Europe se fassent à présent grignoter par les deux bouts: par

L' Allemagne fait l'objet, de la part de nous autres Français, d'une attention curieusement intermittente. Les rapports tempétueux avec cet imposant voisin ont beau s'être mués en quotidienne amitié, ils n'en sont pas devenus moins passionnels, ni notre connaissance de l'autre plus raisonnable ou plus concrète. La récente actualité et ce qu'en ont retenu nos médias en sont des preuves flagrantes.



■ L'Allemagne serait-elle entrée dans l'è

ançais ?

la communauté européenne d'une part et, pour ainsi dire par en-dessous, par les traditions, les langues, les dialectes et les cultures régionales. Si bien qu'il faudra en revenir à la conception pragmatique qu'Ernest Renan propose de la nationalité comme *plébiscite de tous les jours*, ce qui ne suffit certes pas à la définir en tous points mais attire l'attention sur l'essentiel politique: appartient à une nation celui qui s'en reconnaît membre...»

Et de là, Eppler conclut en deux sens. D'une part en invitant la nation allemande, même étatiquement divisée au nom de doctrines opposées, à adhérer sans crainte à ce patriotisme «post-national», que nul ne

peut décréter ni abolir puisqu'il résulte du pur et simple accord des hommes dans leur plus intime et ancienne appartenance. D'autre part, à refuser définitivement le mensonge politique qui consiste à se donner pour perspective une réunification que personne au monde ne souhaite parce qu'elle bouleverserait l'équilibre du continent.

Faut-il entendre Eppler ? Faut-il prendre pour écus comptants les marques d'unanimité qui sont montées vers lui tout au long de ce discours ? Faut-il croire les Allemandes, non seulement à jamais dégriséées de leur ambition dominatrice, mais inaugurant en Europe et grâce aux institutions européennes, dont elles seraient ainsi les premières inspiratrices, cette ère nouvelle que les déchirements de l'Empire soviétique déjà annoncent, et mettent en péril: celle des nationalités bien tempérées ou des fédéralismes modérateurs ?

Ce serait être un peu léger que de bondir si loin d'un coup. A quelques mètres du mur de Berlin, les murs calcinés du Reichstag ont été juste assez restaurés pour qu'on en visite la coquille... où siègent *pro forma*, redoutable héritage, les différentes fractions représentées à la Chambre de RFA. Autour tout est voué, certes, au souvenir repentant: les caves éventrées du ministère où la Gestapo torturait ses victimes montrent leurs carrelages blancs de laverie ordinaire. Mémoire et culpabilité riment si vertueusement depuis 45 que l'Allemand ne sait pas à quel passé se vouer, de quelle matrice il tombe. Il en maintient debout les ruines, n'ose s'y installer. Sont-elles ambiguës ? L'église commémorative de l'Empereur Guillaume, au départ du Kudamm: pénitence ? Ou nostalgie d'une famille-symbole de l'unité

perdue ? Regret d'une autre voie que l'on aurait pu prendre avec lui, le vieillard assis...? Mais sur le cliché sépia, l'homme qui se tient au centre, debout, et qui toise l'avenir, c'est Bismarck.

On se souvient alors des marques de puissance dont ce pays raffole, qu'il projette jusque sur les objets usuels: une calandre de voiture, les proportions vertigineuses de ses places publiques et des œuvres d'art moderne qu'il y expose, son dédain du petit hors l'espace familial. On retrouve dans le ton du moindre écologiste la ferveur dogmatique, l'absolue certitude brute qui paraît nécessaire ici pour que la conviction ne s'effiloche pas en également nihiliste, l'ivresse sentimentale du Tout qui évite de se retrouver moins-que-rien; une manière extrême et parfois meurtrière d'user du droit pourtant légitime de s'affirmer...

«Je n'ai jamais douté», écrit Bismarck dans ses *Pensées et souvenirs*, «que l'instauration du Reich allemand avait pour préalable la victoire sur la France». Or voici justement les paroles que l'orateur du Bundestag, Eppler, cite devant ses pairs. Par exorcisme. Et pour affirmer lui, au contraire, que le bilan de l'instauration du Reich allemand ayant été tiré - renversement de la monarchie des Habsbourg, trois guerres dont les victoires ont produit le plus lamentable effondrement, le culte du grand-homme jusqu'à l'humiliation et la honte - il faut à jamais exorciser Bismarck.

En est-il mort ? Non pas. Mais symboliquement depuis ce 17 juin écarté du destin allemand. On peut le croire. Or la question rebondit à présent vers la France: Bismarck est-il mort en France, exorcisé pour la France ?

Non. Et c'est à nos amis allemands d'avouer un frisson.

Devant la manière syncrétique que nous avons - «en bloc», comme il est dit, sous couvert de droits de l'homme - de faire fêter au monde notre Révolution: l'école à Bismarck.

L'idéologie des patriotes comme religion d'Etat. Le jacobinisme niveleur et terroriste immolant les provinces au lieu de les fédérer. La Grande Nation: tout à fait l'école à Bismarck, et si l'on va plus loin, jusqu'à la République pourrissante (Weimar ou Thermidor !) expirant sur l'épaule du beau soldat providentiel ? L'école à qui ? Hitler.

L'Europe est ainsi faite, et cette année plus que jamais, que la question allemande, posée honnêtement dans toutes ses dimensions par la classe politique de ce pays, s'adresse également aux voisins, donc aux Français. Il ne suffit pas de prophétiser, à travers l'agréable spectacle des glasnost et perestroïka exotiques, le remodelage d'un continent dont les dérives ne nous concerneraient qu'en invités. Ce qui est à l'Allemagne, sous différentes formes, occasion de reprendre en main dans son passé les cartes d'une tradition choisie et assumée, comporte des risques. Mais ce qui en comporte davantage et de plus graves serait de la laisser seule dans cette aventure. Or, l'étrange impression qu'offre actuellement d'un peu loin notre pays est de refuser la mise en cause de son petit trésor de certitudes au nom de minuscules vanités.

Cette prise de conscience, que nos cousins germains ont trop de tact pour nous suggérer, serait pour ainsi dire un préalable à l'examen de la question de l'Allemagne en Europe et à la crédibilité de toute attitude que la France sera amenée à prendre à ce sujet.

Luc de GOUSTINE



re post-nationaliste ?

Génération

Pas si nuls que ça...

Vingt portraits, précis donc nuancés, d'hommes de pouvoir permettent de mieux discerner les futures configurations politiques.

Il y a, bien sûr, ceux de la droite et ceux de la gauche. Il y a des chrétiens (nombreux et pas seulement «sociologiques» et des laïques. Il y a des hommes qui sont aux affaires et d'autres qui y ont été ou qui y seront, ou encore des inconnus et des vedettes... Mais, au-delà des étiquettes, des catégories et des classifications faciles, qui sont-ils, ces «héritiers» (1) que décrivent Jean-Marie Colombani et Jean-Yves Lhomeau ?

A examiner cette galerie de portraits classés par ordre alphabétique, de Claude Allègre à Hubert Védrine, deux truismes semblent particulièrement révélateurs. D'une part, ces héritiers sont bel et bien dépositaires d'un héritage familial, d'ordre politique et surtout moral, qui les a profondément marqués et auxquels ils restent

essentiellement fidèles quels que soient leurs engagements. D'autre part, ces héritiers ne sont pas des héritières: pas un visage féminin dans la galerie, pas même ceux de Michèle Barzach et de Georgina Dufoix. Les auteurs soulignent cette absence qui fait ressortir le sexisme délibéré de notre vie politique et, à travers elle, de la société française.

Ainsi nos responsables demeurent traditionnels pour le meilleur (la mémoire fidèle) et pour le pire (le conformisme) tout en désirant de profonds changements d'attitudes et de méthodes. La bonne surprise de l'enquête de Lhomeau et Colombani, c'est que la nouvelle classe dirigeante n'est pas composée de jeunes loups cyniques. Outre la fidélité à une tradition politique, il y a chez la plupart une culture vraie, un souci de réflexion intellectuelle et parfois un appétit boulimique pour les idées qui rendent d'autant plus insupportable la langue de bois qu'ils se croient obligés d'utiliser.

Certes, cette génération n'a pas toujours les mains pures, l'esprit clair et le comportement rectiligne. Hommes du «Monde», Lhomeau et Colombani excellent dans la retouche acide des portraits. Mais, loin de contribuer au discrédit de la politique et de ceux qui la font, leur livre est un acte, fondé, d'estime et de confiance. Sous réserve d'inventaire...

Yves LANDEVENEC

(1) Les Héritiers. Flammarion, 1989. Prix franco 92 F.



Flamme

Une histoire de la résistance

Sur la naissance, les difficultés et l'organisation de la Résistance, voici un ouvrage de référence qui règle de lancinantes questions.



L'histoire de la Résistance française doit éviter deux écueils: aussi bien le mythe d'un mouvement spontanément unifié et toujours unanime, que la fausse lucidité qui consiste à décrire une aventure inutile - ou même dangereuse en raison des intrigues diaboliques du Parti communiste.

Dans l'ouvrage qu'il a consacré à l'organisation de la Résistance, René Hostache se tient à l'écart de ces deux légendes, comme des règlements de comptes et des plaidoyers pro domo qui marquent trop souvent les ouvrages des acteurs. En historien scrupuleux, salué comme tel par le général de Gaulle, l'auteur s'est attaché à décrire une réalité complexe, confuse à l'origine, et conflictuelle dans son développement tant il y eut de rivalités et de luttes d'influence.

Ce sont ces difficultés, inévitables conséquences de la très grande diversité des personnalités et des mouvements, qui décidèrent le général de Gaulle à créer le Conseil National de la Résistance. René Hostache en décrit très précisément la naissance, l'organisation, et le rôle décisif de Jean Moulin que l'histoire du CNR après l'arres-

tation et la mort de son premier président fait d'autant plus fortement ressortir.

Dans sa recherche, René Hostache ne pouvait ignorer les polémiques et les débats qui resurgissent épisodiquement quant au rôle politique de Jean Moulin et quant à la stratégie des communistes. Démonstration est faite que le premier président du CNR ne fut pas «l'homme des communistes». Quant au Parti, il mena de front deux stratégies, de lutte patriotique et de prise du pouvoir, et mit finalement en exergue la première, faute de pouvoir réaliser la seconde en raison du prestige du chef de la France libre et de ses liens avec la résistance intérieure.

Décrivant la victoire de la France combattante, René Hostache n'oublie pas la déception des lendemains, née de l'abandon des principes politiques de la Résistance: démocratie réelle, «libérée de l'argent-roi», institutions fortes, dignité des travailleurs et partage des responsabilités économiques... Actualité de la Résistance.

B.R.

(1) Le Général de Gaulle, Jean Moulin et la création du CNR, Ed. La Bruyère. Prix franco 150 F

Michel Foucault et ses énigmes

■ Gérard Leclerc



Que Michel Foucault ait été un des penseurs les plus féconds et les plus stimulants de notre temps, je crois que même ses adversaires sont disposés à l'admettre. Cinq ans après sa mort, on n'en finirait pas de discerner les signes de son influence, les chemins ouverts. Mais une difficulté majeure domine l'intelligence de sa pensée, comme de sa vie. Didier Eribon l'a rencontrée en voulant écrire sa biographie: «*Il était un personnage complexe et multiple. "Il portait des masques, et il en changeait toujours", disait de lui Dumézil, qui le connaissait mieux que quiconque. Je n'ai pas cherché à révéler la vérité de Foucault: sous le masque, il y a toujours un masque, et je ne pense pas qu'il y ait une vérité de la personnalité qu'il serait possible de retrouver sous des déguisements successifs*». (1). En quelques mots, tout est dit. La question de la vérité d'un homme renvoie à la vérité; Et nous savons que sur ce point Foucault est du côté d'une sorte de sophistication supérieure, où les grandes catégories métaphysiques sont confédérées, au profit de ses catégories à lui, par exemple «*la vérité comme pouvoir*» ou encore «*les jeux de vérité*». Même si on ne participe pas du nihilisme actif de ce grand lecteur de Nietzsche, on peut être passionnément attentif à cette aventure d'un penseur dans le siècle.

Le mérite du travail d'Eribon est de nous permettre de ne privilégier aucun des aspects du philosophe au détriment des autres, en enfermant l'homme et l'écrivain dans un mythe trop commode ou trop simple. La génération de 68 qui se souvient forcément du militant dans la rue, du gauchiste participant d'ailleurs à certains excès du moment, sera obligée d'admettre bien d'autres Foucault: le jeune normalien mal dans sa peau et suicidaire, l'universitaire rigoureux, l'écrivain épanoui. L'auteur de *L'histoire de la folie* est tout cela à la fois. Il être aussi bien dandy, esthète, égotiste que généreux, altruiste, engagé. L'homme de gauche conforme à tous les stéréotypes est déstabilisé par des affinités hors normes. Ne le crut-on pas, à certains moments, gaulliste ? Son amitié intellectuelle la plus permanente, celle avec Georges Dumézil, indiquerait à elle seule à quel point il échappe par des aspects essentiels, à une appartenance militante, dans le domaine de la politique, mais aussi celui des idées.

Si Eribon élude trop, à mon avis, le sens de la rencontre avec Maurice Clavel - qui pourrait indiquer un autre Foucault possible - il dit tout ce qu'il faut dire du rôle de Philippe Ariès, grâce à qui fut éditée chez Plon *Folie et déraison. Histoire de la folie à l'âge classique*, en 1961. Le traditionaliste avait tout de suite compris l'intérêt et la vraie nouveauté d'une façon de poursuivre l'histoire. Étonnante rencontre entre deux démarches et deux œuvres ! A la mort d'Ariès, Foucault publia un bel hommage d'où il ressort que la manière de l'historien de l'enfance et de la mort est au fond tout à fait foucauldienne: «*attentif au geste muet qui se perpétue depuis des millénaires, comme à l'œuvre singulière qui dort dans un musée, il a fondé le principe d'une stylistique de l'existence. Je veux dire d'une étude des formes par lesquelles l'homme se manifeste, s'invente, s'oublie ou se nie dans sa fatalité d'être vivant et mortel*».

Une longue conversation en 1976, après la publication de *La volonté de savoir*, m'avait permis de comprendre à quel point Foucault était capable de mener simultanément des dialogues avec des interlocuteurs hétérogènes, à condition de se retrouver dans un domaine empirique repérable. Ce nihiliste avait sa façon à lui de détester le mensonge et de débusquer la vérité. Ganguilhem dit exactement ce qu'il en est, dans sa courte

introduction au volume que Le Seuil vient de publier sur Michel Foucault philosophe (2) en réunissant les contributions à une rencontre internationale qui s'est tenue l'an dernier.

Dans ce domaine précis, le philosophe qui avait mis toutes les ressources de son art dans une compréhension nouvelle de l'histoire, a ouvert des chemins qui sont suivis aujourd'hui par des chercheurs parfois en rupture avec des points essentiels de sa pensée. Je songe à un Marcel Gauchet qui reconnaît toute sa dette, immense, à l'égard d'une méthode, mais rejette des thèses qui à l'époque avaient bâti une réputation politique et médiatique. Mais il me semble que l'auteur de *L'archéologie du savoir* aurait très bien pu accepter le destin qui consiste à être contredit pour pouvoir mieux assumer une intention directrice. Sans doute Foucault avait-il ses passions et ses humeurs. Eribon rappelle au long des étapes contrastées d'une existence un certain nombre de règlements de compte et de ruptures - certaines comme celle avec Deleuze suivies de retrouvailles. Mais d'une exigence intellectuelle aussi soutenue, émerge une sorte d'éthique de la recherche.

L'autre difficulté du biographe tient justement à l'importance de l'œuvre dans une vie. Œuvre multiple, foisonnante et dont la difficulté d'interprétation éclate à chaque discussion contradictoire du colloque de 1988. Eribon ne peut entrer trop avant dans cette interprétation qui relèverait d'un livre exclusif, sur l'œuvre. C'est pourquoi l'ouvrage publié par Le Seuil est si précieux. Je n'en retiendrai ici qu'un aspect très actuel, souligné par une polémique récente à propos de l'inaptitude d'une pensée «non humaniste» à entrer dans la problématique des droits de l'homme. La contribution de Blandine Barret-Kriegel fournit des éclaircissements précieux, en montrant notamment comment «la pensée du sujet» ne peut pas s'accorder avec les droits de l'homme, parce qu'elle échappe à la nature. Mais l'important à propos de Foucault, c'est de voir qu'il n'était pas dans sa visée de déconsidérer le droit, mais d'observer «les formes exactes dans lesquelles le droit devenu norme, était métamorphosé». Ce qui était une façon, peut-être de servir ces droits, même si la pensée de Foucault demeure énigmatique. Mais elle ne pouvait être autre, à moins de n'être plus sienne.

Une information parue dans la presse ces jours-ci m'a fait frémir, parce qu'elle atteignait Foucault au croisement de sa vie et de son travail de fond. Foucault, né à Poitiers: «*Telle est la ville où je suis né, des saints décapités, le livre dans la main, veillant que la justice soit juste, que les châteaux soient forts. Voilà l'héritage de ma sagesse*». Horreur ! La bibliothèque de la ville de Foucault, jetant au rebut plusieurs centaines de livres dont certains dataient du XVI^e, XVII^e et XVIII^e siècle. «*Parmi les documents au rebut, se trouvaient notamment des volumes de la collections des ordonnances des rois de France, du grand coutumier général de la France (1724), des coutumiers régionaux et des opuscules réunis par des bibliophiles comme l'abbé de La Mauvinière*» («*Le Quotidien de Paris*, 4 octobre 1989). En lisant cette incroyable nouvelle, j'ai pensé à Blandine Barret-Kriegel (3), mais aussi à Foucault, bafoué dans sa ville natale par une atteinte inadmissible aux archives de notre mémoire.

Gérard LECLERC

(1) Didier Eribon, *Michel Foucault*, (Flammarion). Prix franco: 160 F.

(2) Michel Foucault philosophe, Rencontre internationale, Paris 9, 10, 11 janvier 1988. Prix franco: 170 F.

(3) Cf. B. Barret-Kriegel, *Défaite de l'érudition*, P.U.F. Prix franco: 158 F.

Analectes

La Peste

Etonnant Francis Huster qui, seul sur scène, parvient en une heure et demie de temps, à interpréter les rôles des principaux personnages de *La Peste* et à restituer l'atmosphère et le message de l'œuvre d'Albert Camus.

Pari qui n'était pas gagné d'avance tant l'exercice s'annonçait périlleux. Il devait, pour le gagner, éviter plusieurs écueils. D'abord, parvenir à s'effacer devant le texte: pas facile quand on a la réputation de Francis Huster, acteur prodige, imbu de sa personne (c'est du moins l'image qu'il donne dans les médias) que l'on adule ou que l'on déteste. Ensuite, choisir, dans une œuvre dense, les passages les plus significatifs de manière à ne trahir (ou, en tout cas, le moins possible) ni le fond ni la forme. Enfin, ravir l'attention du spectateur.

Contrairement à ce que l'on pouvait redouter au vu de l'affiche, Francis Huster balaie tous ces obstacles. Il arrive même à faire preuve de modestie, se mettant au service du texte et passant avec habileté et une parfaite maîtrise d'un rôle à l'autre. Rien ne semble pouvoir arrêter la tornade qu'il provoque sur scène et l'heure et demie passe vite, trop vite même. Les passages retenus l'ont été judicieusement, de sorte qu'ils confèrent autant d'importance à ceux qui ont été écartés. Mais encore faut-il, pour apprécier le spectacle à sa juste valeur, que les spectateurs connaissent le texte, sous peine de ne retenir dans l'adaptation de Francis Huster qu'un exercice de style ou la performance d'un acteur de théâtre hors-pair.

Nicolas PALUMBO

La Peste, d'Albert Camus, avec Francis Huster au Théâtre de la Porte Saint-Martin.

Iles

Des Caraïbes aux Mascareignes

Deux romans écrits de mains de maître dans lesquels les passions ont le goût de la mer et se parfument à l'odeur des tropiques.

De 1955 à 1985, J.-F. Deniau qui est, me semble-t-il, député, a écrit quatre livres. Au nom sans doute de cette œuvre colossale il vient d'annoncer sa candidature à l'Académie française. Intrigué par la nouvelle, mais aussi alléché par un titre assez racoleur - il y a des mots qui font rêver - je viens de lire *La Désirade*.

Lire, c'est peu dire ! J'ai littéralement dévoré ce roman dont à mots pesés j'ose écrire qu'il est un modèle du genre.

D'une plume ferme et souvent brillante, J.-F. Deniau se fait l'historien imaginaire du très réel N. Lafitte, pirate français dont une édition de 1873 du Larousse nous apprend qu'il naquit à Bordeaux en 1791. Tout y est, la mer, les bateaux, les abordages, les femmes et la passion. L'habileté du romancier est d'avoir su utiliser, avec un art remarquable de la composition, ces matériaux somme toute très conventionnels dans ce genre d'ouvrage. L'astuce supplémentaire de Deniau a été de donner une dimension tout à fait inhabituelle à ce type de personnage. Lafitte sait voir au-delà de la pointe de son sabre, c'est un corsaire imprégné, sans les avoir connus, de tous les rêves, de toutes les chimères des penseurs communistes ou anarchistes français du début du XIXe. Comment éviter de penser que l'auteur, en écrivant l'étrange chapitre de la fondation, sur les côtes du Texas, de la ville de Las Esperanzas, n'a pas été influencé par l'utopiste français Etienne Cabet qui, lui, a réellement tenté l'expérience en ces mêmes lieux et à la même époque ?



Tout comme Cabet, Lafitte échouera mais il continuera néanmoins sa quête, rencontrant Marx loin des Caraïbes. Puis il faut hélas en terminer et l'on verra comment celui qui avait voulu faire renaître, cent ans après sa disparition, l'aventure des Frères de la Côte, laissera se refermer sur lui la porte par laquelle il était entré dans la légende de la flibuste pour remplir sa nouvelle mission d'homme-dieu. Superbe roman.

La mer est également présente dans *Le Bal du Dodo*, de Geneviève Dormann. Elle entoure de ses somptueuses couleurs l'île Maurice où vivent, dans le souvenir nostalgique du passé, quelques milliers de Franco-Mauriciens.

L'île est bien connue pour avoir abrité les amours innocentes de Paul et Virginie, héros de ce qu'il est convenu de considérer comme le chef-d'œuvre de la littérature larmoyante de qualité. Dans le *Bal*

du Dodo, on retrouvera deux jeunes amoureux, bien moins sages que les nigauds attendrissants de Bernardin de Saint-Pierre, à un point tel qu'il faudra séparer les cousins Vivian et Benie de Carnoët. Lui ira étudier en Afrique du Sud, elle en France. Les années passent. On se retrouve et Benie chancelante de bonheur et d'espérance va au devant de Vivian qui lui avoue son homosexualité. Point final ou presque. Plus de trois cent cinquante pages pour raconter ce non-événement et pas une seule pour lasser l'intérêt du lecteur. C'est dire le talent de G. Dormann, reconnu d'ailleurs par l'Académie française qui vient de décerner son grand prix à ce roman.

Je connais l'île Maurice, son histoire et ses moindres recoins, je peux donc témoigner du très remarquable travail de documentation effectué par la romancière qui abuse même de la couleur locale au point de rendre son texte quelquefois un peu convenu. On pourra regretter également une certaine vulgarité dans l'expression pourtant soutenue par le style clair et ferme d'une «écrivaine» dont on connaît le tempérament. Une hussarde qui aurait sa place entre Nimier et Blondin.

Reste enfin l'inadmissible, en particulier l'anecdote de l'escalade de l'avion d'Air France à Nairobi. Que G. Dormann continue ce triste jeu et elle deviendra rapidement la mère Tartine de la littérature française d'extrême-droite, ce qui la flatte peut-être, mais n'ajoutera rien à ses remarquables qualités de romancières, bien au contraire.

Michel FONTAURELLE

(1) Jean-François Deniau, *La Désirade*, Olivier-Orban, 104 F franco.

(2) Geneviève Dormann, *Le Bal du Dodo*, Albin-Michel, 107 F franco.

Toujours plus !

Décidément, ces petits jeunes n'arrêtent pas de bouger. S'inscrivant naturellement dans le cadre de la N.A.R., petit à petit mais certainement, «J et R» poursuit son développement et voit la création d'un groupe en Ile-de-France.



Samedi 30 septembre se sont réunis, autour des deux correspondants de «J et R» Ile de France : Pierre-Henri Habert, étudiant en droit et Valérie Paris, jeune infirmière, les cadres de la branche parisienne du mouvement. Collégiens, lycéens, élèves de classe prépa et de grandes écoles, étudiants en faculté, mais aussi jeunes de divers horizons ont commencé à mettre à plat leurs différents objectifs pour l'année à venir.

Première étape : l'organisation d'un vaste pot de rentrée destiné à tous les sympathisants, curieux et abonnés, qui sera l'occasion de présenter la nouvelle affiche (res-

tée pour l'instant confidentielle), de répondre à toutes les questions sur la création du mouvement et de se rencontrer. Ce projet a convaincu toutes les parties présentes et il a été adopté. Encore une après-midi sympathique en perspective puisque ce cocktail aura lieu le :

SAMEDI 21 OCTOBRE 1989 à 17 H 00 dans les locaux du journal.

Musique, vidéo alterneront avec les discours de présentation, les contacts informels, les retrouvailles. L'accueil des nouveaux et des curieux ne sera pas oublié.

La province n'est pas en reste n'ont plus, d'où l'on n'attend plus que les réponses des intéressés pour la nomination des correspondants (entre autres dans les Hautes-Pyrénées, l'Aude, l'Allier, etc.).

Toutes les personnes intéressées pour devenir correspondant ou tout simplement pour connaître les statuts du mouvement jeune peuvent contacter le journal en remplissant, sans engagement le bon ci-dessous. Ils recevront par retour du courrier la charte «J et R». Rappelons également aux lecteurs assidus du journal que tous les moins de 20 ans, peuvent bénéficier d'une réduction de 50% sur l'abonnement d'un an, à condition qu'aucun membre de sa famille ne soit déjà abonné, sur simple envoi de la copie d'une pièce d'identité.

X-G. B.

Mercredis de la N.A.R.

A Paris, chaque mercredi, nous accueillons nos sympathisants dans nos locaux (17, rue des Petits-Champs, Paris 1er, 4ème étage) pour un débat avec un conférencier, personnalité politique ou écrivain. La conférence

commence à 20 heures très précises (accueil à partir de 19 h 45 -Entrée libre et gratuite), elle s'achève vers 21 h 45. Un buffet chaud est alors servi pour ceux qui désirent poursuivre les discussions (participation aux frais du buffet 22 F).

Mercredi 18 Octobre - Les politiciens donnent parfois un triste spectacle et les biographies des grands ténors qui tiennent le devant de la scène amènent souvent à penser que, chez eux, la passion du politique est morte. Mais est-ce vrai pour l'ensemble du personnel politique ? En nous brossant les portraits de ceux qu'ils appellent «**Les cadets de la République**», Jean-Marie Colombani et Jean-Yves Lhommeau nous dévoilent des personnalités moins connues dont l'émergence va peut-être modifier le paysage partisan. Les deux auteurs sont chroniqueurs politiques au «Monde».

Mercredi 25 Octobre - Minoritaires dans le pays, souvent absents aux élections, sans grands moyens publicitaires, les royalistes ont-ils un rôle à jouer et le peuvent-ils ? La Constitution de la Vème République, instaurant une sorte de monarchie élective, ne rend-elle pas leur action totalement inutile ? Ce type de questions nous est souvent posé et c'est pour y répondre que **Bertrand Renouvin** nous dira «**A quoi servent les royalistes ?**»

Mercredi 1er Novembre - Pas de conférence en raison de la Toussaint.

Bulletin-réponse JEUNE ET ROYALISTE

Nom :

Prénom :

Date de naissance : Etudes :

Adresse :

☐ j'ai moins de 20 ans et je désire m'abonner à «Royaliste» pour un an en profitant de la réduction de 50% - Je règle donc 110 F seulement et je joins une photocopie de ma carte d'identité.

☐ je désire recevoir la lettre bimestrielle d'information de «J et R.» et je règle pour cela 15 F.

☐ je désire recevoir la charte de «J et R» pour information.

A retourner, accompagné de règlement éventuel

à «Royaliste», 17 rue des Petits-Champs, 75001 Paris

OFFRE SPECIALE AUX NOUVEAUX LECTEURS

Si ce journal vous a intéressé, vous pouvez bénéficier de notre offre exceptionnelle **sans engagement de votre part**. Pour 90 F seulement (au lieu de 210 F) vous pouvez recevoir: Un abonnement d'essai de trois mois, un livre présentant la vie et les idées du comte de Paris, le dernier livre de Bertrand Renouvin, une brochure «Connaissez-vous les royalistes d'aujourd'hui ?» et une documentation complète sur la NAR et ses publications.

Nom :

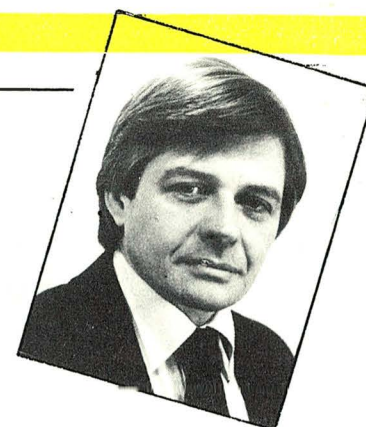
Prénom :

Date de naissance : Profession :

Adresse :

désire bénéficier **sans engagement de ma part** de l'offre exceptionnelle et verse pour cela 90 F. Bulletin à retourner accompagné du règlement à:

«Royaliste», 17 rue des Petits-Champs, 75001 Paris



Une ardente obligation

Commenter l'actualité, c'est l'inscrire dans une analyse générale, tracer des perspectives, formuler un jugement ou, du moins, exprimer une opinion selon son éthique et sa conviction. Dans l'ordre politique, la tâche n'est pas trop malaisée car les enjeux, les stratégies et la logique des situations sont presque toujours visibles.

Mais les questions sociales ? Longtemps, on a cru qu'elles pouvaient être très simplement envisagées. Selon une interprétation manichéenne (la lutte des classes ou la résistance au communisme) il était possible de tracer des lignes d'affrontement nettes, de donner au moindre conflit sa signification idéologique et de formuler des jugements radicaux qu'inspiraient le réalisme économique ou le projet révolutionnaire. Puis il a bien fallu se rendre compte que ces schémas grandioses masquaient la complexité des situations, négligeaient les conflits internes à chaque camp, méconnaissaient la force de la coutume et de la morale ouvrières (1) tout autant que la rationalité économique et ses impasses...

CONFLITS

Nous voici plus lucides que par le passé, plus attentifs aux mutations qui touchent la classe ouvrière, l'entreprise et le syndicalisme, mais toujours déconcertés par les conflits sociaux qui affectent notre pays depuis quelques années et qui marquent la rentrée sociale. Y a-t-il en effet une relation entre tous les mouvements qui agitent la fonction publique - la gendarmerie et la police, l'administration fiscale et la pénitentiaire ? Et peut-on établir un lien entre les grèves de fonctionnaires et celle des usines Peugeot, qui annoncerait un embrasement général ?

Comme souvent, les polémiques se mêlent aux analyses et les anticipations se teintent d'arrière-pensées malveillantes. Pour échapper au pointillisme ou pour mettre un peu de piment, il est bien sûr tentant d'établir une équation entre MM. Calvet et Charasse puis de fustiger l'hypothétique alliance entre le gouvernement et le patronat. De l'autre côté de la barrière, la solution de faci-

lité pourrait être, comme l'a tenté voici peu Jean-Pierre Chevènement, de politiser tel ou tel conflit en dénonçant les menées de la droite ou des trotskystes. Plutôt que d'échanger ces arguments simplistes, il convient de prendre son parti de la complexité des situations :

- Jacques Calvet n'est pas représentatif de l'ensemble du patronat, qui est en général plus souple dans ses relations avec le personnel et dans sa politique salariale. Le fait est que la grève des usines Peugeot ne s'est étendue ni à l'ensemble du secteur automobile ni à d'autres secteurs industriels.

- le gouvernement mène deux politiques et tient deux discours. Il mène la nouvelle politique du pacte de croissance et de la réforme globale tout en maintenant, dans le cas des Impôts, son ancienne stratégie du pourrissement. Il invoque le dialogue nécessaire entre Jacques Calvet et les grévistes tout en refusant d'intervenir pour hâter l'ouverture des négociations - ce qui vaut consentement implicite à la rigueur calvetiste.

- aucun parti politique - et surtout pas le parti socialiste - n'est en mesure de donner une signification générale aux diverses revendications qui s'expriment et de les inscrire dans une stratégie de changement social.

- les syndicats ne créent ni ne maîtrisent des conflits qu'ils sont incapables de généraliser. Trop heureux de pouvoir entrer dans un mouvement revendicatif lorsqu'il est déclenché, ils jouent le rôle de prestataires de service avec une remarquable prudence.

QUELLES REFORMES ?

Cela ne signifie pas qu'il faille se satisfaire d'analyses sectorielles et locales. Les conflits de la rentrée posent tous des questions d'intérêt général qui ne sauraient être résolues par des aménagements de détail et par des améliorations matérielles évidemment nécessaires.

D'une part, les mouvements qui ont affecté la gendarmerie, la police de manière plus discrète et les gardiens de prison font ressortir, par delà les revendications corporatives, la nécessité de changements profonds dans la

conception des tâches, dans leur exécution et dans les rapports avec l'autorité qui les organise. Si les problèmes soulevés par les gendarmes et les policiers peuvent trouver des solutions dans le cadre du service, la répétition des grèves dans l'administration pénitentiaire souligne l'urgence d'une réforme du fonctionnement de la justice et notamment d'une limitation de la pratique de la détention provisoire. Or les questions qui touchent aux prisons et à la réforme judiciaire sont à l'ordre du jour depuis des décennies...

D'autre part, la grève chez Peugeot montre les limites - et peut-être le caractère illusoire - de la nouvelle idéologie et des nouvelles méthodes entrepreneuriales. Le modèle japonais, « l'excellence » américaine, la gestion de la « ressource humaine », la religion de l'entreprise, c'est aussi la manipulation et le flicage du personnel, l'exploitation classique sous couvert d'efficacité moderne, au mépris de la justice sociale, de la dignité et des traditions ouvrières. L'attitude de Jacques Calvet, qui fut longtemps présenté comme un dirigeant exemplaire, risque de ternir durablement la nouvelle image que le patronat veut donner de lui-même et de faire peser une suspicion légitime sur le discours moderniste.

Il faut enfin rappeler, au risque de la banalité, que la médiatisation d'un conflit social et la capacité de blocage de ceux qui l'animent ne sont pas les seuls critères de son importance. Ceux qui sont chômeurs et qui vivent dans le quart-monde subissent la violence économique et sociale sans pouvoir s'exprimer.

C'est dire à quel point nous avons besoin d'analyses globales, de réflexions concertées, de perspectives à long terme qui permettraient d'inscrire les mutations économiques et sociales dans un projet cohérent. Pour éviter que l'Etat et les citoyens demeurent soumis à l'ordre injuste des choses, il importe que la planification redevienne une ardente obligation.

Bertrand RENOUVIN

(1) Cf. l'excellent ouvrage de Philippe d'Iribarne, *La Logique de l'honneur* (Seuil 1989) sur lequel nous reviendrons.